

ISDND MAILLET VILLENUE (03)

Etude d'incidence environnementale



Aménagement d'une plateforme de broyage de déchets de bois

octobre 2022

Sommaire

1.	Identification du demandeur	3
2.	Objet de la demande.....	4
	A - Contexte administratif	4
	B - Modifications envisagées sur le site	5
	- Rubrique de la nomenclature concernée	5
	- Nature, Quantité et Origine des déchets concernés par le projet	5
	C - Compatibilité avec le SRADDET.....	6
3.	Description de l'activité broyage du bois.....	8
	A - Descriptif de l'activité broyage de bois	8
	B - Organisation du stockage	9
	C - Modalités d'admission, tri des déchets entrants.....	9
4.	Incidences directes ou indirectes, temporaires et permanentes du projet, mesures pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet et mesures de suivi	11
	Incidences sur l'eau	11
	Incidences sur le bruit	11
	Incidences sur l'air : Emissions de poussière	11
	Incidences sur le trafic	12
5.	Maitrise des dangers du projet	13
	Risques liés à l'incendie.....	13
	Besoin en eaux et volume de rétention des eaux d'extinction incendie.....	13
	- Calcul des besoins en eau (D9)	13
	- Dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction (D9a).....	15
	Mesures de prévention	16
	- Formation et qualification du personnel.....	16
	- Consignes d'urgence et de sécurité.....	16
	- Surveillance et détection des échauffements	16
6.	Conditions de remise en état après exploitation	17
7.	Conclusion	17
8.	Annexes	18
	Plan de localisation des moyens d'intervention	
	Etude de bruit du 26 mars 2021	
	Etude de modélisation des flux thermiques	
	Autorisation Usine Kronospan – Burgos (Espagne)	
	Décision du 12 août 2022 suite à examen au par par cas	

1. Identification du demandeur

Raison sociale du demandeur :

Dénomination de la société :	COVED
Forme juridique :	Société par actions simplifiées
Adresse du siège social :	7 rue du Docteur Lancereaux 75008 PARIS
Qualité du signataire :	Cyril GAGLIARDONE Directeur d'Agences
Personne à contacter :	Jean Mathieu FALLOURD Responsable Exploitation
Téléphone :	06 98 86 77 44
Mail :	Jean-Mathieu.FALLOURD@coved.com

Etablissement :

Adresse :	Lieu-dit Villeneuve 03190 HAUT-BOCAGE
N° SIRET :	343 403 531 02676
Code APE :	3811 Z

2. Objet de la demande

Dans le cadre de la gestion des déchets de bois de l'Eco-organisme Eco-Mobilier et de nos clients industriels, nous sommes sollicités pour pouvoir broyer sur place ces déchets issus majoritairement du tri des bennes de déchèteries, avant évacuation vers les filières de recyclage.

L'activité de transit, regroupement, tri et broyage de bois est déjà autorisée sur le site. Dans le cadre de cette étude environnementale, nous souhaitons augmenter les capacités de stockage à un instant T de la plateforme de broyage bois et la capacité de broyage journalier.

Ce dossier a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas, qui a donné lieu à la décision n° 2021-UDCAP03-KK-002 en date du 12 août 2022 indiquant que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale (décision jointe en annexe).

A - Contexte administratif

Le site de Villeneuve est autorisé à exercer, entre autres, les activités suivantes :

- 2760-2 : Installation de stockage de déchets non dangereux non inertes
- 2714 (E) : Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de bois, pour une plate-forme de broyage de bois de 1 600 m³ et une aire d'entreposage de bois broyé de 8 000 m³, sous le régime de l'enregistrement.
- 2791 (DC) : Broyage de déchets de bois non dangereux, pour une capacité de 9,5t/jour, sous le régime de la déclaration.

Depuis l'autorisation initiale d'exploiter du 13 novembre 2008, les différentes modifications intervenues sur les évolutions des activités de l'installation sont les suivantes :

- APC du 07/01/2011 :
 - o Modification des libellés et capacités des rubriques ICPE suite à la parution du décret n°2010-875 du 26/07/2020.
- APC du 25/07/2011 :
 - o Modification du profil de fermeture de la couverture finale
- APC du 07/12/2012 :
 - o Rubrique 2714 : Augmentation de la capacité maximum de bois de 600 à 1 600 m³ autorisé
 - o Rubrique 2791 : Activité de broyage du bois pour une capacité de 9,5 t/j
- APC du 09/01/2015
 - o Mise à jour des rubriques ICPE, mise en place d'une 2^{ème} unité de valorisation énergétique du biogaz
- APC du 30/07/2018 :
 - o Modification de la répartition des tonnages de l'ISDND
- APC du 01/07/2020 :

- Rubrique 2714 : Ajout d'une plate-forme de bois broyé de 8 000 m³
- Courrier du 17/06/2021
 - Aménagement d'une zone de tri-transit de déchets d'ameublement

B - Modifications envisagées sur le site

COVED souhaite modifier l'activité de broyage actuellement réalisée, avec l'aménagement d'une zone dédiée et augmenter le tonnage journalier de broyage ainsi que le volume de bois présent à l'instant t sur site.

En effet, l'activité de broyage de bois classée sous la rubrique 2791 est déjà autorisée sur le site pour une quantité de 9,5 t/jour. La capacité du broyeur mobile qui assurera la prestation est de 25 t/h, la puissance installée du broyeur est de 315 kW.

L'activité de broyage se fera par campagne d'une semaine une fois par mois, le tonnage journalier de broyage demandé est de 150 T/j.

- Rubrique de la nomenclature concernée

Cette modification entraîne un changement de régime de la rubrique 2791, qui passe de la Déclaration Contrôlée (DC) au régime de l'Autorisation (A).

Le volume à un instant T de bois sur la plateforme broyage sera au maximum de 3 000 m³.

Au total, le volume de bois maximum susceptible d'être présent sur le site ne dépassera pas les 8 000 m³ déjà autorisés, les 2 activités confondues (relavant des rubriques ICPE 2714 et 2791).

L'activité de broyage n'est pas concernée par la rubrique 3532. En effet, celle-ci concerne la valorisation [...] entraînant un prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération.

La biomasse est envoyée vers des installations de recyclage en panneaux de particule qui n'entrent pas dans la rubrique 3532 et éventuellement vers des installations de combustion (rubrique 2910) et non pas d'incinération (rubrique 2771) conformément à la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement des déchets.

- Nature, Quantité et Origine des déchets concernés par le projet

L'activité de broyage concerne les déchets de bois provenant essentiellement des déchèteries et des industriels.

Les déchets de bois reçus sur le site peuvent être de deux classes :

- Bois A : déchets destinés à être valorisés en biomasse ;
- Bois B : déchets destinés à une valorisation matière par exemple en panneaux de particules.

Aucun déchet de bois de classe C, considérés comme des déchets dangereux (pylônes, traverses de chemin de fer etc...), ne sont acceptés sur le site.

Les tonnages actuellement réceptionnés sur site et les déchets susceptibles d'être captés sont les suivants :

Origine	Tonnages actuels	Tonnages Futurs
Dechetteries (Sictom region Montluçonnaise et CC Creuse Confluence)	1 500	
Bois issu du tri des meubles eco-mobilier	1 800	
Déchets de bois industriels Allier (Montluçon)	100	
Déchetteries du Sictom Nord Allier		2 200
Déchets de bois industriels Allier (Moulins)		300
Déchetterie de Cérilly		1 000
Total	3 400	3 500

La plateforme de broyage est donc susceptible de recevoir environ 7 000 t/an de bois (A et B confondus) et d'en stocker 3 000 m³ à un instant t.

C - Compatibilité avec le SRADET

Le SRADET a été approuvé par arrêté préfectoral le 10 avril 2020. Le plan de gestion des déchets comporte les objectifs suivants :

- prévention : avec une stabilisation prévue de la production des déchets, en réduisant la production individuelle pour compenser l'augmentation attendue de la population ;
- valorisation matière : un objectif est fixé à 70% de valorisation sur les déchets non dangereux non inertes à horizon 2031 (54% atteint en 2015) ;
- valorisation énergétique : avec le développement de filière régionale de CSR et la création d'unités de production et de valorisation de ces produits issus des DND
- réduction de la mise en stockage : avec pour objectif une réduction de 30% en 2020 et 50% en 2025 par rapport à 2010

En ce qui concerne les déchets d'éléments d'ameublement ménagers (DEA), l'objectif est de recycler 5 kg/habitant /an supplémentaire de mobilier (soit 41 000 tonnes en 2031).

La hiérarchie des modes de traitement amène à privilégier la valorisation sous forme de matière avant la valorisation sous forme d'énergie.

L'un des objectifs environnementaux est la réduction du transport par le développement de la transformation locale (réduction des émissions de polluants).

Le projet de création d'une plate-forme de traitement du bois pour 15 000 t/an par Coved est mentionné dans les installations nécessaires à créer pour atteindre les objectifs du plan de gestion des déchets.

Elle permettra de limiter les transports par le broyage des matériaux afin d'augmenter la densité des déchets et optimiser ainsi les transports et contribuera à une diminution de l'enfouissement des flux entrants.

Le projet est donc en conformité avec les orientations et objectifs retenus par le Conseil Régional en proposant des filières de traitement concourant à la réduction du recours au stockage.

3. Description de l'activité broyage du bois

Depuis deux ans, nous développons l'activité de tri des déchets d'ameublement en partenariat avec l'Eco-organisme Eco-Mobilier. Aussi, nous avons spécifiquement aménagé une zone pour le tri pour des différentes catégories de ces déchets (bois, plastiques, ferrailles...).

Eco-Mobilier souhaitant que les déchets de bois soient broyés avant évacuation vers les filières essentiellement pour limiter les transports, nous prévoyons d'aménager une zone pour cette activité de broyage du bois.

L'activité de broyage du bois sera exercée sur une plateforme dédiée bétonnée qui sera située entre le bâtiment de mise en balles et les lagunes :

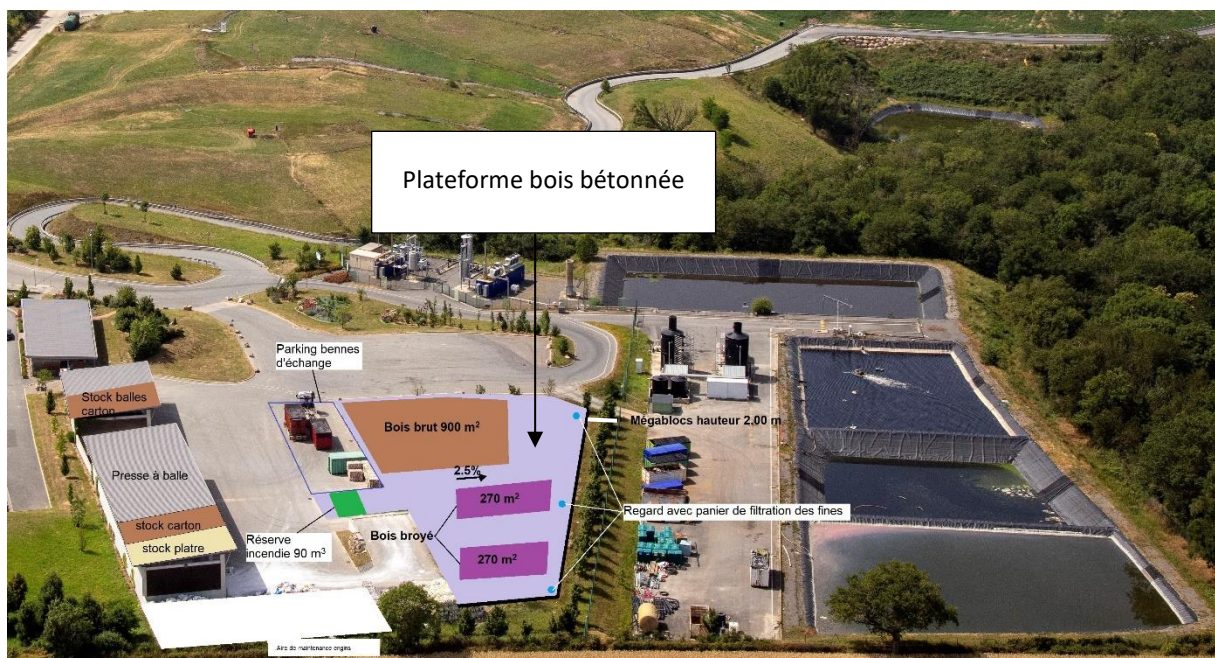


Figure 1 : Localisation de l'activité de bois

Cette plateforme de 2 400 m² environ sera entièrement bétonnée. Elle sera limitée au Sud (en limite de propriété) par un mur en méga-blocs de 2 m de haut et sera équipée sur la partie est de regards avec panier de filtration pour pouvoir récupérer les particules fines.

A - Descriptif de l'activité broyage de bois

Après tri, les déchets de bois bruts (issus des déchèteries ou des industriels) sont déposés en vrac sur la dalle béton.

Ils seront ensuite broyés par campagne (environ 1 semaine par mois) à l'aide d'un broyeur mobile. Le broyeur se positionnera au centre de la dalle de stockage pour assurer le broyage du vrac et constituer en fonction du tonnage à broyer un voire deux andains de broyats.

Le broyeur bois a une puissance de 315 kW. Il s'agit d'un broyeur lent, qui ne produit peu de fines.

A l'issue du process de broyage de bois, les broyats seront évacués vers des installations de valorisation autorisées telles que :

Déchets	Codes déchets	Filières	Exemples d'exutoires
Broyats bois	19 12 07	Valorisation matière	KRONOSPAN à Auxerre (89), et ses filiales étrangères (dont l'Espagne)

Le site de Burgos est autorisé par les autorités espagnoles pour la fabrication de panneaux de particules, à partir notamment de bois recyclé pour la couche intérieure du panneau.

Il est également autorisé pour de la combustion biomasse en chaudière, pour le traitement des refus de bois (autorisation administrative en annexe 8.4 avec traduction des codes activités de la page 280011).

B - Organisation du stockage

Les andains de bois seront réalisés dans une zone sécurisée éloignée d'une trentaine de mètres du bâtiment de tri et de 10 m de toute matière combustible.

Entre chaque ilot, une distance minimale de 10 mètres sera respectée.

Les andains de bois broyés seront organisés en tas sous forme de trapèze avec une hauteur maximum de 4 m.

De manière générale, il faut éviter de stocker sur une trop longue période le bois broyé. L'activité de broyage étant effectuée par campagne d'une semaine environ, la programmation de la campagne de broyage suivante ne pourra être faite que lorsque les andains de broyats seront évacués.

C - Modalités d'admission, tri des déchets entrants

Admission des déchets

Les modalités de réception des déchets de bois broyés seront identiques aux modalités de réception des déchets dans les casiers de l'installation de stockage.

Pour être admis sur le site, tous les déchets devront satisfaire des procédures préalables, reposant successivement sur :

- La procédure d'information préalable,
- Le contrôle visuel à l'arrivée sur le site.

Avant d'admettre un déchet au sein de la plateforme et en vue de vérifier son admissibilité, chaque apporteur transmettra une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable sera renouvelée tous les ans et conservées au moins 5 ans par l'exploitant.

Le contrôle visuel permet de vérifier l'adéquation du chargement attendu avec le chargement déposé et à supprimer les déchets interdits arrivés par mégarde sur la plateforme.

Un registre d'admission et un registre des refus sont établis, tenus à jour et restent à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Pour chaque apport de déchets de bois, l'exploitant consigne sur le registre des admissions les informations suivantes : la nature et la quantité de déchets, le lieu de provenance l'identité du producteur ou de la collectivité de collecte, la date et l'heure de réception, l'identité du transporteur, le résultat des contrôles d'admission (documents administratifs et visuel), la date de délivrance de l'accusé de réception ou de notification du refus, avec le cas échéant le motif du refus.

Un registre des refus comporte les caractéristiques d'identification du chargement et les motifs de son refus.

Tri des déchets entrants

Après réception, les déchets de bois à broyer seront soit issus du tri de bennes Eco-mobilier soit des déchetteries ou des industriels. Un sur-tri à la pelle mécanique permettra d'écarter les quelques indésirables qui subsistent tels que : les films plastiques, les plastiques durs, les cerclages, les ferrailles.

4. Incidences directes ou indirectes, temporaires et permanentes du projet, mesures pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet et mesures de suivi

Les principales incidences du projet sur l'environnement et les mesures prises pour éviter et réduire les nuisances sont présentés ci-après :

Incidences sur l'eau

L'activité ne nécessite pas l'utilisation d'eau de process.

Les modifications envisagées sur le site n'impliquent pas de modification sur la gestion des eaux du site.

Les eaux issues de la future plateforme rejoindront le réseau existant d'eaux pluviales du site. En cas d'incendie, les eaux d'extinction seront retenues dans le bassin de stockage des eaux pluviales de 3000 m³ existant. Si leur qualité ne permet pas leur rejet direct, elles seront pompées puis éliminées vers une filière de traitement approprié.

Le contrôle de la qualité des eaux des bassins est effectué tous les trimestres et plus en cas de besoin.

Il n'y aura pas d'impact sur les eaux de ruissèlement.

Incidences sur le bruit

Le site est déjà autorisé à exploiter les activités de gestion des déchets.

Les sources de bruit associées aux activités sont déjà existantes sur le site et concernent le broyage de déchets et le trafic de véhicules et engins. La période de fonctionnement du broyeur mobile sera plus fréquente et passera à 1 semaine de broyage par mois au lieu d'une semaine de broyage tous les trimestres.

Il n'y a aucun voisinage sensible en limite de propriété. Les habitations les plus proches se trouvent à plus de 500 mètres du site.

La dernière étude de bruit a été réalisée le 26 mars 2021 pendant une campagne de broyage, les seuils en limite de propriété et aux émergences règlementées ont été respectés en période diurne et en période nocturne (étude jointe en annexe).

La prochaine étude de bruit sera faite également lors d'une campagne de broyage.

Incidences sur l'air : Emissions de poussière

Concernant les rejets atmosphériques, il n'existe pas aujourd'hui de possibilité de canaliser les rejets atmosphériques au niveau du broyeur bois. Toutefois les broyeurs lents génèrent essentiellement des particules moyennes car déchiquètent à une granulométrie grossière (0-350 mm).

Afin de limiter les émissions de poussières, l'activité sera effectuée par campagne de broyage d'une semaine. Ces opérations ne seront pas planifiées en période de grand vent.

La plateforme bois est isolée en limite de propriété par la présence d'un mur en mégablocs de 2 m de haut.

Les émissions de poussières, au niveau de l'environnement immédiat du site, seront donc très limitées.

Incidences sur le trafic

Le volume de bois des 2 activités confondues : plate-forme de bois (relevant de la rubrique 2714) et activité de broyage (rubrique 2791) ne dépassera pas le volume déjà autorisé de 8 000 m³ de bois.

Il n'y aura pas de trafic supplémentaire lié à l'activité de broyage.

L'étude d'impact du DDAE de 2006 a pris en compte 40 rotations de poids lourds par jour pour l'activité du site soit 12 480 camions par an.

En 2021, le total des pesées entrées et sorties du site est de 10 531.

De plus, une partie du bois, est déjà comptabilisé dans le décompte des véhicules intervenants sur le site en 2021.

Le trafic supplémentaire lié à cette activité de broyage sera de 2 à 3 camions de plus par jour.

On restera en dessous des rotations prévus dans l'étude d'impact du DDAE initial.

L'activité broyage a donc un impact négligeable sur le trafic.

En ce qui concerne l'activité de transit de bois (rubrique 2714), elle a été demandé pour délester nos installations extérieures en cas d'incidents. Le trafic maximum a été calculé pour un apport rapide sur une courte période (une quinzaine de jours). Ainsi, le trafic supplémentaire a été calculé à 10 véhicules supplémentaires par jour. Le déstockage pouvant se faire de façon progressive, le nombre de véhicules a été calculé à 2 poids lourds supplémentaires par jour. L'utilisation de cette plateforme de transit reste limitée à des situations d'urgence. En cas de nécessité, l'augmentation du trafic restera toujours inférieure au nombre de rotation prévue initialement.

5. Maitrise des dangers du projet

Risques liés à l'incendie

Le principal risque lié à cette activité est l'incendie des stocks de bois. Une étude des flux thermiques est ci-jointe en annexe du dossier.

Les résultats obtenus montrent que, grâce à l'éloignement des ilots entre eux, il n'y a pas d'effet domino.

Afin que le flux de 3 kW/m² reste à l'intérieur du site, la plateforme sera décalée de 5 m afin de maintenir une distance de 20 m entre la limite de propriété et un andain. Dans cette configuration, tous les flux restent confinés à l'intérieur du site.

Le risque incendie lié à l'activité broyage est maîtrisé.

Besoin en eaux et volume de rétention des eaux d'extinction incendie

- Calcul des besoins en eau (D9)

Les besoins en eau d'extinction incendie ont été calculés afin de vérifier que le volume de la réserve incendie existante sur site est suffisant en cas d'incendie au niveau de la plateforme de bois broyés projetée.

Ce besoin en eau a été déterminé selon la méthode décrite dans le guide pratique D9 « Dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie », INESC (Institut National d'Etudes de la Sécurité Civile) – FFSA (Fédération Française des Sociétés d'Assurances) – CNPP (Centre National de Prévention et Protection)

La surface de référence prise en compte est la surface totale des andains pouvant être au maximum présents sur site est de 1500 m².

Un plan localisant les moyens d'intervention en cas d'incendie est joint en annexe.

COVED Villeneuve - Broyage du bois : Détermination du débit requis				
		Coefficients additionnels	Coefficients retenus pour le calcul	
			Activité	Stockage
Hauteur de Stockage				
	jusqu'à 3 m	0		
	jusqu'à 8 m	0,1		0,1
	jusqu'à 12 m	0,2		
	au-delà de 12 m	0,5		
Type de Construction				
	Résistance mécanique de l'ossature > ou = R 60	-0,1		
	Résistance mécanique de l'ossature > ou = R 30	0		
	Résistance mécanique de l'ossature > ou = R 30	0,1		
Types d'Interventions Internes				
	accueil 24h/24h (présence permanente à l'entrée)	-0,1		
	DAI généralisée reportée 24h/24h 7j/7 en télésurveillance	-0,1		
	ou en poste de secours 24h/24 lorsqu'il existe avec des consignes d'appels			
	service de sécurité incendie ou équipe de seconde intervention en mesure d'intervenir 24h/24h	-0,3		
	Somme des coefficients			0,1
	1 + Somme des coefficients			1,1
	Surface de référence (en m2)			1 500
	$Q_i = 30 \times S/500 \times (1 + \sum \text{coeff})$			99
Catégorie de risques :				
	risques faible $Q_{rf} = Q_i \times 0,6$			
	risques = 1 : $Q = Q_i \times 1$			
	risques = 2 : $Q = Q_i \times 1,5$	1,5		148,5
	risques = 3 : $Q = Q_i \times 2$			
	Risque protégé par installation sprinklé Q_{rf} , Q_1 , Q_2 ou $Q_3 + 2$			
	Débit requis en m3/h		0	148,5
	DEBIT TOTAL CALCULE (en m3/h)	148,5	m3/h	
	DEBIT TOTAL RETENU (en m3/h)	150	m3/h	

Tableau 1 : Calcul des besoins en eau (D9)

Le besoin en eau calculé est de 150 m³/h.

Nous disposons d'une citerne souple de 90 m³ positionnée à proximité et du bassin incendie de 3 000 m³ situé à 80 m de la plateforme, qui est équipé d'une canne d'aspiration.

- **Dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction (D9a)**

L'estimation du volume de confinement d'eau pour la lutte incendie a été effectuée selon la règle D9A établie par INESC – FFSA – CNPP (Guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction).

La méthodologie de calcul et le résultat sont présentés dans le tableau suivant.

COVED Villeneuve - broyage du bois : Dimensionnement des rétentions			
Besoin pour lutte extérieure		Résultat D9 Besoins x 2 h	300
		+	+
Moyens de lutte contre l'incendie	Sprinkleurs	Vol réserve source ou besoins x durée théorique maxi fonctionnement	
		+	+
	Rideau eau	Besoins x 90 mm	
		+	+
	RIA	A négliger	
		+	+
	Mousse HF et MF	Débit sol moussante x temps de noyage (15-25 mm)	
		+	+
	Brouillard eau ou autre système	Débit x temps de fonctionnement	
		+	+
Volumes d'eau liés aux intempéries		10 l/m2 de surface de drainage	23
		+	+
Présence stock de liquides		20% de volume contenu dans le local contenant le plus grand volume	0
		=	=
Volume total de liquide à mettre en rétention (m3)			323

Tableau 1 : Calcul du volume de rétention (D9A)

Les eaux d'extinction incendie seront retenues dans le bassin incendie situé à 80 m de l'activité broyage. Ce bassin se déverse par surverse dans le bassin eaux pluviales Est, qui est vidangé après contrôle de la qualité des eaux.

Mesures de prévention

Le but des mesures préventives est d'éviter que l'évènement indésirable ne se produise : ces mesures tendent à diminuer la fréquence des sinistres.

- Formation et qualification du personnel

Un effort important est mis sur la formation du personnel aux risques induits par les produits mis en jeu d'une part et à la gestion du stockage d'autre part : surveillance, contrôle et vérification des équipements...

Toutes les personnes du site, y compris les intérimaires, sont formées sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie.

- Consignes d'urgence et de sécurité

Différentes mesures de prévention sont affichées et signifiées au personnel :

- Interdiction de fumer dans l'enceinte de l'établissement,
- Interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque,
- Interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- Obligation de « permis feu »,
- Consignes générales en cas d'incendie,
- Consignes particulières relatives à l'alerte et à l'évacuation,
- Localisation des moyens d'extinction et des issues de secours,

- Surveillance et détection des échauffements

Afin de s'assurer de l'absence d'échauffement au sein d'un tas de bois, des vérifications périodiques (plusieurs fois par jour) seront effectuées à l'aide d'une caméra thermique. Ces vérifications seront formalisées sur un registre.

Moyens d'extinction adaptés :

L'ensemble des moyens de secours doit être accessible en permanence et en bon état de fonctionnement.

Les moyens disponibles sur le site les suivants :

- Une citerne souple de 90 m³ à proximité immédiate de la plateforme de broyage
- Le bassin de réserve incendie de 3 000 m³ équipé d'une canne d'aspiration située à 80 m de la plateforme.
- Une motopompe, de tuyaux, de lances incendie et d'un canon d'arrosage.

6. Conditions de remise en état après exploitation

L'activité de broyage des déchets de bois (ameublement, industriels...) sera réalisée par campagne d'une semaine environ par mois à l'aide d'un broyeur mobile.

Dès l'arrêt de l'activité de broyage, les engins mobiles (broyeur et chargeur) sont déplacés. Seule subsistera la dalle béton, qui pourra être utilisée pour une autre activité ou sera démantelée en cas d'arrêt total d'activité du site.

7. Conclusion

Les modifications présentées n'apportent pas d'incidence ni de danger supplémentaire par rapport au dossier de demande d'autorisation initial d'exploiter le site.

8. Annexes

1. Plan de localisation des moyens d'intervention
2. Etude de modélisation des flux thermiques
3. Etude de bruit du 26 mars 2021
4. Autorisation administrative Kronospan à Burgos (Espagne)
5. Décision du 12 août 2022 suite à examen au cas par cas